

SITUATION RELATIVE AUX DROITS DE LA PERSONNE EN COLOMBIE

QUESTION

Aux prises avec un sérieux problème de trafic de stupéfiants et d'éternels conflits civils, la Colombie retient l'attention du monde entier à cause de la nature et de l'étendue des violations des droits de la personne dans ce pays.

CONTEXTE

Malgré son système politique démocratique bien ancré, la Colombie a connu une vague croissante de violence au cours des cinq dernières années. Sur les 23 000 homicides commis dans ce pays en 1989, environ 10 p. 100 ont été inspirés par des mobiles politiques. L'assassinat de trois candidats à la présidence avant les élections de 1990 met en évidence la gravité du problème. La plupart des meurtres perpétrés étaient attribuables à la forte vague de violence sociale, qui se manifeste en outre par des enlèvements, des disparitions et des actes d'extorsion.

Les principaux responsables de ces atrocités en Colombie sont la guérilla, les groupes militaires et para-militaires, les groupes d'auto-défense et, plus particulièrement, au cours des 18 derniers mois, les narcotrafiquants. Certains membres des forces armées et policières qui ont collaboré aux massacres et aux meurtres commis, mais il n'y a aucune forme de répression systématique. Sous le régime du président Gaviria, le gouvernement colombien a essayé d'enrayer cette corruption au sein des forces de l'ordre, et plusieurs auteurs de ces crimes ont été poursuivis en justice et condamnés. Dernièrement, le commandant d'un bataillon d'infanterie a été inculpé pour le rôle qu'il a joué dans le meurtre de onze paysans. Les négociations de paix que le gouvernement colombien a engagées avec la guérilla contribueront peut-être à apaiser quelque peu la violence qui naît des confrontations entre l'armée et les groupes de guérilleros. De plus, même s'il refuse de discuter directement avec les narcotrafiquants, le gouvernement est prêt à faire preuve de souplesse pour mettre un terme aux actes de violence, à l'extorsion et aux enlèvements liés au trafic des stupéfiants.

Les cas de violation des droits de la personne se rattachent surtout aux confrontations entre les groupes de guérillos, les nombreux groupes para-militaires et la mafia de la drogue. En Colombie, les civils qui se trouvent pris entre deux feux connaissent souvent un triste sort. Soit qu'on les force à s'enfuir, qu'on les intimide, qu'on les extorque ou qu'on les fasse tout simplement disparaître. On a souvent recours à la torture pour faire parler les gens. Des membres des forces armées et policières ont été reconnus coupables d'avoir ainsi